LA FICHE LOLF

Loi Organique Relative aux Lois de Finance

Loi n° 2001-692 du 1er août 2001 La nouvelle "constitution financière" de la France qui succède à l'ordonnance de 1959

Mise à jour : modification de la Loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005

Circulaires

La Circulaire du 18 août 2005 La circulaire du 18 août 2005 relative à la gestion 2006 s'adresse aux recteurs. Elle n'est donc pas supposée avoir d'effets directs sur les établissements. Pourtant, elle comporte un certain nombre d'éléments qui, jusque là, n'étaient que verbaux et acquièrent donc à cet instant une matérialité nouvelle.

- la fiche 10 sur les opérateurs de l'État;

- la fiche annexe 9 (plus particulièrement la partie relative au supérieur en 9 bis) qui conforte le chantier de répartition des personnels par action LOLF au sein des établissements, rappelle l'évolution du logiciel GIRAFE en ce sens et précise le calendrier de bascule de la paie ;

- la fiche 7 qui détaille le contenu des catégories d'emplois (enseignants du 1er degré, enseignants du 2nd degré, Enseignants stagiaires (1er et 2nd degré), enseignants chercheurs et assimilés, personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants, personnels d'encadrement, personnels administratifs techniques et de service, personnels des bibliothèques et des musées.) ;

- la fiche 2 bis qui porte sur l'organisation financière du programme Formation supérieure et recherche universitaire (BOP et UO) tout en ajoutant que le flux des AE des crédits d'équipement et maintenance des bâtiments (ex-66 71 et 66 72) seront intégrés dans les subventions versées aux opérateurs (le stock des anciennes AP demeurant régis par le dispositif antérieur).

La Circulaire du 1er août 2005 La circulaire du 1er août 2005, construite sur le modèle des habituelles circulaires relatives à la préparation du budget des EPA et EPST qu'elle remplace, a un champ d'application élargi : elle concerne désormais également les EPIC ainsi que les GIP. Elle ne concerne pas les EPSCP qui, "en raison de leurs spécificités", font l'objet d'une réflexion distincte.

La Circulaire du 20 juin 2005 Bien que destinée aux seuls établissements de la vague A (2007-2010), la circulaire du 20 juin 2005 qui décrit la procédure de contractualisation revêt une importance certaine : elle initie un nouveau type de contractualisation, transformant le contrat de développement en contrat d'objectifs (au sens de la LOLF), tout en renforçant l'évaluation externe, le pilotage interne et la démarche d'auto-évaluation.

Elle précise notamment que les contrats devront faire apparaître comment les universités contribuent par leurs objectifs stratégiques et opérationnels à l'atteinte des objectifs fixés dans la LOLF, même si elle garde (pour cette fois-ci ?) les 6 axes traditionnels qui doivent structurer le contrat (offre de formation et vie étudiante, recherche et valorisation, relations internationales, ressources humaines, patrimoine, documentation et TIC).

Elle donne en annexe une liste de 137 indicateurs ou statistiques que chaque établissement devra renseigner pour 2000, 2004 en fixant des cibles pour 2010.

Références

Extraits du site
AMUE
(LOLF les circulaires)

consultez
ce site pour lire
tous les autres
commentaires
et télécharger les
circulaires

<p style="text-align: center;">Références</p> <p style="text-align: center;">Extraits du site AMUE <i>(LOLF les circulaires)</i></p> <p style="text-align: center;">consultez ce site pour lire tous les autres commentaires et télécharger les circulaires</p>	<p>Cette circulaire devrait être très structurante pour le pilotage de l'établissement, son système d'information et ses relations avec le ministère.</p> <p>La Circulaire du 18 mai 2005. la répartition de ses recettes (par origine) et de ses dépenses (par grandes masses de fonctionnement, d'investissement et de personnel) ainsi que la répartition des emplois que l'établissement rémunère selon des grandes catégories (enseignants, enseignant-chercheurs, IATOSS,..) distinguant les vacataires des autres</p> <p>La Circulaire du 15 mars 2005 information relative aux opérateurs dans les projets annuels de performance (document fondamental)</p> <p>La Circulaire du 8 février 2005 : périmètre des opérateurs de l'Etat arrêté, pour le budget 2006,</p> <p>La Circulaire du 21 janvier 2005 relative à la préparation de la loi de finances pour 2006, apporte des informations au sujet de la future procédure de préparation du budget, ses étapes et ses objectifs. Sans être en lien direct avec la question des opérateurs, elle permet de s'interroger sur l'articulation entre cette procédure nationale et l'élaboration budgétaire des établissements</p> <p>La Circulaire du 3 décembre 2004 La circulaire du 3 décembre 2004 et ses annexes portent sur la justification au 1er euro (JPE) à mettre en oeuvre au niveau de l'Etat pour chaque projet de Loi de finances initiale. Elle est rendue applicable aux opérateurs (hors EPSCP dans l'immédiat) par la circulaire du 1er août 2005 relative à la préparation du budget des opérateurs</p> <p>La Circulaire du 5 octobre 2004 relative au périmètre des opérateurs de l'état propose au ministère un périmètre dressé selon les règles énoncées dans la précédente circulaire éclairées par la définition donnée par le recueil des normes comptable (approuvé par l'arrêté du 21 mai 2004),</p> <p>La Circulaire du 13 janvier 2004 relative aux relations Etat-Opérateurs a servi à lancer le chantier du recensement des opérateurs de l'Etat sur la base de la définition qu'elle pose de ces entités. Elle a également posé les trois principaux effets de la LOLF sur les opérateurs, à savoir, nouvelle budgétisation des subventions qu'ils reçoivent, consolidation indicative des emplois et information sur la contribution des opérateurs à la performance dans les PAP</p>
--	---